

## **REUNION DE LA COMMISSION REGIONALE DE DISCIPLINE**

**SEANCE DU** [REDACTED]

**Dossier N°** [REDACTED] **– 2024/2025**

**AFFAIRE** [REDACTED] **: 5FT/FDSR**

Vu les Règlements Officiels de la Fédération Internationale de Basket-ball (FIBA) ;

Vu la Charte des Officiels (FFBB) ;

Vu la Charte Éthique (FFBB) ;

Vu le Règlement Disciplinaire Général de la Fédération Française de Basket-ball (FFBB), et ses Annexes ;

Vu les feuilles de marque des rencontres ;

Après avoir entendu par visioconférence, Monsieur [REDACTED] et Monsieur [REDACTED], régulièrement convoqués ;

Après étude de l'ensemble des pièces composant le dossier ;

Monsieur [REDACTED] ayant eu la parole en dernier ;

Les débats s'étant tenus publiquement.

### **Faits et procédure**

Conformément à l'article 10.1.2 du Règlement Disciplinaire Général de la FFBB, la Commission Régionale de Discipline a été saisie d'un dossier disciplinaire suite à l'alerte FBI concernant la 5<sup>e</sup> faute technique/faute disqualifiante sans rapport (FT/FDSR) de Monsieur [REDACTED] lors de la saison 2024 – 2025.

Il apparaît que lors de la rencontre DM2 [REDACTED], vous avez été sanctionné d'une faute technique pour « contestation sur arbitre »

Il apparaît que lors de la rencontre [REDACTED] vous avez été sanctionné d'une faute technique pour « contestation excessive »

Il apparaît que lors de la rencontre DM2 [REDACTED], vous avez été sanctionné d'une faute technique « contestations permanentes malgré plusieurs avertissements »

Il apparaît que lors de la rencontre DMU20-[REDACTED], vous avez été sanctionné d'une faute technique pour « réclamations répétées »

Il apparaît que lors de la rencontre [REDACTED], vous avez été sanctionné d'une faute technique pour « contestation excessive »

Régulièrement saisie, la Commission Régionale de Discipline a ouvert une procédure disciplinaire à l'encontre de la personnes physique et morale suivante :

- Monsieur [REDACTED] ;
- [REDACTED] et son Président *ès-qualité*.

Dans le cadre de l'étude du présent dossier, aucune instruction n'a été diligentée et le mis en cause a été invité à, notamment, présenter des observations écrites ainsi que toute pièce lui paraissant utiles quant à sa défense.

Lors de l'audition, Monsieur [REDACTED] rapporte les faits suivants :  
« J'ai effectué mon week-end de suspension, ne pouvant assurer mes deux arbitrages en raison des vacances scolaires. J'ai été arbitre régional, et depuis, je suis arbitre départemental. En tant qu'entraîneur, je demande avec insistance et véhémence des explications, tout en ne contestant pas mes cinq fautes techniques. Je reconnais que je ne dois pas adopter un tel comportement et que je dois travailler sur moi-même. »

Lors de l'audition, Monsieur [REDACTED] nous rapporte les faits suivants :  
« [REDACTED] a un travail à faire en tant qu'entraîneur et arbitre. »

Par ailleurs, il convient de rappeler que la Commission Régionale de Discipline prend en considération l'ensemble des éléments qui lui ont été apportés dans le cadre de l'examen du présent dossier.

### **La Commission Régionale de Discipline considérant que :**

#### **Sur la mise en cause de Monsieur [REDACTED] :**

Monsieur [REDACTED] a été mis en cause sur le fondement de l'article 1.1.15 de l'annexe 1 du Règlement Disciplinaire General ainsi que l'article 2 de l'annexe 2 du même texte qui prévoit que « *dans l'hypothèse de l'imputation d'une 5ème faute technique, et pour chaque faute technique et/ou disqualifiante sans rapport suivante, il sera procédé à l'ouverture d'un dossier disciplinaire* ».

Par ailleurs, la Charte des officiels de la Fédération Française de Basket-Ball énonce en son Titre II, relatif à la gestion de l'activité des officiels, que « *l'arbitre est le directeur du jeu et son jugement fait toujours autorité* ». Dès lors, s'ils l'estiment nécessaire, les arbitres ont le pouvoir de prendre toute décision quant au bon déroulement d'une rencontre quels que soient les faits de jeu ou le contexte particulier. Monsieur [REDACTED] se doit de respecter cela afin de ne pas banaliser ce type de propos face à une situation jugée frustrante ou contrariante.

Monsieur [REDACTED] ne peut ainsi s'exonérer de sa responsabilité quant aux faits qui lui sont reprochés et se prévaloir d'une frustration accumulée tout au long d'une rencontre pour justifier son comportement irrespectueux et contestataire à l'égard d'un officiel.

Constitutif d'infractions les faits reprochés sont répréhensibles et ne peuvent qu'être préjudiciables étant donné qu'il est rappelé à Monsieur [REDACTED] que tout licencié se doit d'avoir une attitude exemplaire en toutes circonstances que ce soit sur et en dehors d'un terrain de Basketball.

Eu égard aux fondements du Règlement Disciplinaire Général sur lesquels il a été mis en cause, il est donc retenu que Monsieur [REDACTED] a commis une faute contre la déontologie et la discipline sportive, qu'il a eu une attitude inappropriée et contestataire à l'égard d'un officiel.

En conséquence des éléments exposés ci-dessus, la Commission Régionale de Discipline décide d'engager la responsabilité disciplinaire de Monsieur [REDACTED].

Sur la mise en cause du club [REDACTED] et de son Président ès-qualité :

Au regard de la mise en cause de Monsieur [REDACTED] et des faits qui lui sont reprochés, l'association sportive et son Président ès-qualité ont été mis en cause sur le fondement des articles de l'article 1.2 de l'Annexe 1 du Règlement Disciplinaire Général qui prévoit que « *Le Président de l'association ou société sportive est responsable ès-qualité de la bonne tenue de ses licenciés ainsi que de ses accompagnateurs et « supporters ». Il en est de même pour l'association ou société sportive qui peut être disciplinairement sanctionnée du fait de l'attitude de ses licenciés, accompagnateurs et supporters. »*

Au vu de l'étude du dossier, il est établi que les faits retenus à l'égard du licencié ne permettent pas d'engager la responsabilité disciplinaire du club ni celle de son Président ès-qualité.

Néanmoins, il est à rappeler qu'en vertu de leur responsabilité ès-qualité, le club et son Président ès-qualité sont tenus, afin d'anticiper et d'éviter ce type d'incidents, de responsabiliser et sensibiliser leurs licenciés au regard de leurs comportements et des conséquences de leurs actes de façon à ce qu'ils comprennent qu'il est nécessaire d'avoir une attitude correcte et en adéquation avec la déontologie et la discipline sportive en toute circonstance, que ce soit sur et en dehors d'un terrain de Basketball.

En conséquence des éléments exposés ci-dessus, la Commission Régionale de Discipline décide de ne pas engager la responsabilité disciplinaire du club [REDACTED] et de son Président ès-qualité.

**PAR CES MOTIFS,**

**La Commission Régionale de Discipline décide :**

- D'infliger à Monsieur [REDACTED] une interdiction de participer aux compétitions et/ou manifestations sportives pour une durée de quinze (15) jours ferme assortie d'un (1) mois de sursis.  
[REDACTED]
- De ne pas entrer en voie de sanction à l'encontre de l'association sportive [REDACTED] et de son président ès-qualité

Cette décision pourra être assortie d'une mesure de publication anonyme sur le site internet de la Ligue pour une durée de 4 ans.

Pour rappel, un licencié quel que soit le type de licence dont il est titulaire ne peut, pendant la durée de sa suspension ou de son interdiction de participer aux compétitions et/ou manifestations sportives, participer à des rencontres officielles ou amicales, et représenter une association ou société sportive vis-à-vis de la fédération, des organismes fédéraux et des autres associations ou sociétés sportives.

En application de l'article 25 du Règlement Disciplinaire Général, le délai de révocation du sursis est d'un (1) an.